

N° 18/CA du répertoire

N° 96-40/CA du Greffe

Arrêt du 18 avril 2002

AFFAIRE : DESSEMEDO ASSOGBA Albert

C/

Circonscription Urbaine de Cotonou

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 10 avril 1996, enregistrée au Greffe de la Cour le 26 avril 1996 sous le numéro 120/GCS, par laquelle le sieur DESSEMEDO Assogba Albert, Marchand demeurant à Tchaouunkpamè, carré n° 700 parcelle « B » Cotonou, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision prise par la Circonscription Urbaine de Cotonou de démolir sa construction édifiée sur la parcelle « J » du lot 691 du quartier Tchaouunkpamè à Cotonou ;

Vu le mémoire ampliatif en date du 28 janvier 1997, enregistré au Greffe de la Cour le 31 janvier 1997 sous le numéro 038/GCS ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 907 du 12 août 1996 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;



DE = 2000 F

Enregistre à Cotonou le 19/7/02

Fo 20 Case 2942-3

Reçu Deux mille francs

DOMAINE L'inspecteur de l'Enregistrement



Elisabeth DOURI

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur la recevabilité

Considérant qu'aucune pièce du dossier ne fait état d'un recours administratif exercé préalablement à sa saisine de la Cour ;

Considérant que l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990, dispose en son article 68 alinéas 1 et 2 :

«Le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification .

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision » ;

Que le requérant n'ayant pas exercé un recours administratif préalablement à sa saisine de la Cour, il échet de déclarer le recours de l'espèce irrecevable pour violation de la procédure légale.

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : Le recours en annulation pour excès de pouvoir du sieur DESSEMEDO ASSOGBA Albert contre la décision du Chef de la Circonscription Urbaine de Cotonou de démolir la construction qu'il a édifiée sur la parcelle « J » du lot 691 du quartier Tchaouunkpamè à Cotonou, est irrecevable pour défaut de recours administratif préalable.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Notification du présent Arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT;

Grégoire ALAYE }
 et }
Joachim AKPAKA }

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-huit avril deux mille deux, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,




